

ALERTE

34 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 10 régions (Uriopss)

Paris, le 19 novembre 2020

Communiqué de presse

Taux de pauvreté 2019 : l'urgence de soutenir les plus démunis

Alors que l'Insee a publié hier une estimation avancée du taux de pauvreté et des indicateurs d'inégalité pour l'année 2019, en baisse comparativement à 2018, les associations de solidarité réunies au sein du collectif ALERTE prennent acte des avancées pour les travailleurs pauvres et soulignent l'importance d'aider les plus pauvres, plus que jamais.

Selon l'Insee, le taux de pauvreté monétaire diminuerait de 0,3 point en 2019, pour atteindre 14,5% de la population, contre 14,8% en 2018 après une hausse de 0,7 point en comparaison à 2017. Le collectif ALERTE se réjouit de la sortie de la pauvreté de quelques 200 000 personnes en 2019, mais tient à rappeler que ces chiffres doivent être considérés avec mesure. En effet, ce sont essentiellement l'élargissement des conditions d'accessibilité, la revalorisation et l'augmentation du taux de recours à la prime d'activité qui expliquent ces résultats.

Si le collectif alerte salue la diminution du nombre de « travailleurs pauvres » en 2019, ce mécanisme de baisse du taux de pauvreté n'a eu aucun impact sur les 10% les plus précaires, à l'écart des circuits de l'emploi, et dont les conditions et le niveau de vie ne se sont pas trouvés améliorés en 2019. De surcroît, ces personnes sont les premières victimes des crises touchant notre pays, et sont chaque jour rejointes par de nouveaux ménages en détresse, comme en témoigne la hausse des demandes d'aide alimentaire sur 2020.

Au regard de l'augmentation de 20 % du nombre d'allocataires du RSA et l'arrivée de nouveaux publics aux distributions d'aide alimentaire, les associations craignent une progression inédite dans son ampleur de la pauvreté en 2020.

Face aux conséquences de la crise sanitaire, la dégradation des conditions de vie des plus pauvres, la baisse déjà engagée de l'activité et donc des bénéficiaires de la prime d'activité et l'émergence de nouveaux publics, notamment les jeunes, les intérimaires ou les indépendants, les associations de solidarité rappellent qu'il est primordial de déployer des réponses structurelles en direction des 10% des ménages les plus fragiles, toujours oubliés, des migrants et des publics émergents pour réussir à endiguer durablement et efficacement la pauvreté en France. Parmi ces réponses, la revalorisation de l'ensemble des minima sociaux et leur ouverture aux jeunes de 18 à 25 ans figurent comme des priorités incontournables.

Le collectif ALERTE espère donc que le Gouvernement engagera sur des mesures d'ampleur et structurelles pour éradiquer durablement la pauvreté qui, en 2020 et pour les années à venir, si rien ne change, augmentera indéniablement.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Manon Jullien – 01 53 36 35 09 – mjullien@uniopss.asso.fr